

Atterrissage brutal pour l'Allemagne... et pour la France

écrit par Pierre Duriot | 27 février 2024



Olaf Scholz et plusieurs ministres lors d'une réunion du Bundestag allemand à Berlin, le 13 décembre 2023. (FLORIAN GAERTNER / PHOTOTHEK/MAXPPP)



Olaf Scholz et plusieurs ministres lors d'une réunion du Bundestag allemand à Berlin, le 13 décembre 2023. (FLORIAN GAERTNER / PHOTOTHEK/MAXPPP)

L'Allemagne découvre la disette économique profonde, après 15 ans de croissance bâtie sur le gaz Russe très bon marché et une habilité à l'exportation, non dénuée de cynisme. Par son lobbying dévastateur, pour l'économie Française notamment, à Bruxelles et en absence de vraie vision Française de notre activité industrielle, l'Allemagne aura depuis 2005 amputé notre puissance nucléaire, flingué notre excellence industrielle automobile, notamment sur le segment essentiel des petits moteurs diesel, envahi nos campagnes et côtes d'éoliennes importées et dévastatrices pour l'environnement, tout en confortant son monopole à l'export, de machines outils, d'automobiles haut de gamme et autres produits technologiques et métallurgiques, à forte valeur ajoutée.

Le pseudo miracle a bu la tasse dès l'embargo sur le gaz Russe et l'atterrissage sur les réalités de notre monde a été très dur : le cauchemar des véhicules électriques, business possible uniquement grâce aux subventions coûteuses

des États, le coût réel des énergies fossiles, gaz, charbon, le coût de la « remilitarisation » et les faillites en cascades au sein du tissu de PME/ETI Allemandes que nous admirions tant, ont eu raison de la croissance insolente et des bénéfices de la balance commerciale.

Très logiquement, le gouvernement allemand a été contraint de revoir sa prévision de croissance, désormais recadrée à 0,2% du produit intérieur brut (PIB) contre 1,3% précédemment. La première économie de l'Union Européenne prend l'eau. La panne de gaz russe, les mesures d'embargo, le durcissement de la politique monétaire, ont généré, comme partout, inflation et investissements. Notre Le-Maire national, qui devait mettre l'économie russe à genoux, à surtout mis la nôtre à genoux, mais l'Allemagne n'est pas vraiment en meilleur état et cette opération de rétorsion contre la Russie se solde en fait par un retour de bâton sévère pour ses commanditaires. L'Allemagne exportatrice a perdu des marchés, notamment avec la Chine et n'a pas trouvé de compensations, ni à l'export, ni sur son marché intérieur déjà saturé.

Comme chez nous, le fil conducteur reste une transition bas carbone, imposée à toutes les branches industrielles alors qu'elle n'a aucun fondement scientifique. Rappelons que le carbone, c'est 0,04% de l'atmosphère et que la production humaine de carbone est d'environ 4% de ces 0,04%. Autant dire que l'homme et son activité ne sont pas à l'origine d'un phénomène planétaire déjà vu au cours des âges sur la Terre et bien avant la présence de l'homme. De très nombreux scientifiques sont d'ailleurs en train de signer une pétition pour infirmer cette thèse du réchauffement climatique provoqué par l'homme. C'est donc sur ce postulat faux d'une nécessité d'industrie décarbonée, que s'organise une chasse aux subventions auprès des états, lesquelles introduisent une distorsion de concurrence. Les Européens

estiment qu'ils n'ont pas autant de subventions que leurs concurrents, américains, qui se briment eux-aussi au titre de ce narratif inventé de toutes pièces. Une soixantaine de grands groupes industriels européens a demandé des mesures d'accompagnement aux dirigeants de l'UE, dont les géants allemands de la chimie BASF, Bayer et Covestro. Les célèbres chimistes ont enregistré une chute de 8% de leur production et de 12% de leurs revenus. Et la voiture électrique marque le pas, plombée à la fois par la baisse des subventions et la réalité de ce qu'elle est : un mauvais produit. Nous l'avions déjà largement évoqué au RPF : **ce n'est pas aux politiques d'imposer des évolutions technologiques, mais aux ingénieurs de les rendre suffisamment attractives pour que les ménages les adoptent naturellement.**

Et les Allemands sont comme nous, empêtrés avec leurs idéologues qui ne représentent plus qu'eux mêmes, pour décider des solutions à apporter pour relancer la machine. **Un peu comme si l'industrie se suicidait sur injonction de quelques groupuscules hors sol, qui s'imaginent que brimer une population de 450 millions d'habitant va refroidir une planète de sept milliards d'individus.** Et encore, l'Allemagne n'est pas aussi massivement endettée que l'est la France. En France, où l'inénarrable Le-Maire table encore sur 1% de croissance, révisée là-aussi, à la baisse. Et il propose 10 milliards d'économie en demandant aux Français se serrer la ceinture, un discours entendu depuis l'époque de Raymond Barre...

La dette nationale se monte à 3100 milliards d'euros, soit 110% du PIB et la stratégie du « quoi qu'il en coûte », est désormais impossible. L'État n'a plus les moyens de résoudre la crise agricole, dernière en date et c'est bien tout le modèle social français qui est en danger. Cette dépense publique qui se monte à 56% du PIB, soit 1575 milliards d'euros, est un record dans les grands pays de l'OCDE. Et les mesurette de Le-Maire ne résoudront rien, d'autant que

la croissance française reste surestimée, sans doute plus proche de 0,6% que des 1% annoncés. **Autant dire qu'il faudra tailler dans des dépenses jusqu'ici taboues : les dépenses sociales, l'immigration, les fraudes multiples,** nous en parlions voici peu au RPF. La taxation du travail et des citoyens solvables a ses limites et le MEDEF ne comprendrait pas que l'on augmente encore les charges sur le travail, parmi les plus élevées d'Europe, sinon la plus élevée.

Il est temps que la France reprenne en main son destin, réorganise son industrie, mette au point une planification, revoie son système de formation, et contrôle ses frontières.

<https://rassemblementdupeuplefrançais.com.wordpress.com>

Pierre Duriot : porte parole du Rassemblement du Peuple Français.

□